

Commune de

AYDIUS



PLAN LOCAL D'URBANISME

Approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du

Annexes



Agence Publique de Gestion Locale - Service d'Urbanisme Intercommunal
Maison des Communes - rues Renoir et Courteault -B.P.609-64006 PAU CEDEX

Téléphone 05.59.90.18.28 - Télécopie 05.59.84.59.47 – service.urbanisme@apgl64.fr

Sommaire

- Pièce écrite
- Servitudes d'utilité publique et autres éléments affectant l'utilisation du sol
- Droit de préemption urbain

Table des matières

Annexes en application des articles R. 123-13 et R. 123-14 du code de l'urbanisme

Annexe 1 : Secteurs Sauvegardés

Annexe 2 : Zone d'Aménagement Concerté

Annexe 3 : Zones de préemption (application de l'article L.142-1)

Annexe 4 : Droit de préemption et ZAD

Annexe 5 : Périmètres d'application des permis de démolir

Annexe 6 : Périmètre de développement prioritaire

Annexe 7 : Périmètres des plantations, semis forestiers, d'action forestière...

Annexe 8 : Périmètres miniers

Annexe 9 : Périmètres des carrières

Annexe 10 : Périmètre des divisions foncières soumises à déclaration préalable

Annexe 11 : Périmètre sursis à statuer

Annexe 12 : Programme d'aménagement d'ensemble

Annexe 13 : Périmètre d'isolement acoustique au voisinage des infrastructures de transports terrestres

Annexe 14 : Plan des zones à risque d'exposition au plomb

Annexe 15 : Périmètre d'intervention sur les espaces agricoles et naturels périurbains

Annexe 16 : Servitudes d'utilité publique et bois soumis au régime forestier

Annexe 17 : Liste des lotissements dont les règles d'urbanisme ont été maintenues

Annexe 18 : Schémas des réseaux d'eau, d'assainissement et les systèmes d'élimination des déchets.

Annexe 19 : Plan d'exposition au bruit des aéroports

Annexe 20 : Prescription d'isolement acoustique

Annexe 21 : Zone de publicité

Annexe 22 : Projet de plan de prévention des risques naturels ou miniers

Annexe 23 : Zones agricoles protégées

Annexe 24 : Arrêté du préfet coordonnateur de massif

Annexe 25 : Plan de prévention des risques naturels

Annexes diverses

Annexe 26 : Evaluation environnementale

Annexe 27 : Pièces de procédure relatives au P.L.U.

Annexe 1 : Secteurs Sauvegardés

La commune d'Aydius n'est pas concernée par un secteur sauvegardé, délimité en application des articles L. 313-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Annexe 2 : Zone d'Aménagement Concerté

Il n'y a pas de Zone d'Aménagement Concerté sur la commune d'Aydius.

Annexe 3 : Zones de préemption (application de l'article L.142-1)

Il n'y a pas de zone de préemption délimitée en application de l'article L.142-1 du code de l'urbanisme dans sa rédaction antérieure à la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement et de l'article L.142-3 dans sa rédaction issue de la même loi.

Annexe 4 : Droit de préemption et ZAD

La commune est concernée par une Zone d'Aménagement Différé dite « Z.A.D. du Bourg » : Arrêté Préfectoral n°200782-14 du 23 mars 2007.

Le droit de préemption dont la commune est bénéficiaire est exercé à compter de la publication de l'arrêté préfectoral au recueil des actes administratifs et des informations et pendant une période de six années à compter du 5 juin 2010.

La commune est concernée par le Droit de Préemption Urbain.

Le plan du périmètre du Droit de Préemption Urbain est joint aux annexes.

Plan ZAD A3

Annexe 5 : Périmètres d'application des permis de démolir

Aydius est concernée par des zones à l'intérieur desquelles s'appliquent les dispositions relatives au permis de démolir prévues aux articles R 421-26 et suivants.

Le périmètre des zones dans lesquelles s'appliquent les dispositions relatives au permis de démolir concerne les périmètres autour des monuments historiques soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.



Annexe 6 : Périmètre de développement prioritaire

Dans l'état actuel de nos connaissances, la commune d'Aydius n'est pas concernée par un périmètre de développement prioritaire délimité en application de la loi n° 80-531 du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur.

Annexe 7 : Périmètres des plantations, semis forestiers, d'action forestière...

La commune d'Aydius n'est pas concernée par un périmètre d'interdiction ou de réglementation des plantations et semis d'essences forestières, un périmètre d'actions forestières et les périmètres de zones dégradées à faible taux de boisement, délimités en application des 1°, 2° et 3° de l'article L. 126-1 du code rural.

Annexe 8 : Périmètres miniers

Dans l'état actuel de nos connaissances, il n'y a pas de périmètre minier sur la commune d'Aydius.

Annexe 9 : Périmètres des carrières

Dans l'état actuel de nos connaissances, il n'y a pas de périmètre de zone spéciale de recherche et d'exploitation de carrière ou de zone d'exploitation et d'aménagement coordonnée de carrière sur la commune d'Aydius.

Annexe 10 : Périmètre des divisions foncières soumises à déclaration préalable

La commune d'Aydius n'est pas concernée par un périmètre de zone délimitée en application de l'article L. 111-5-2 à l'intérieur duquel certaines divisions foncières sont soumises à déclaration préalable.

Annexe 11 : Périmètre sursis à statuer

Sans objet.

Annexe 12 : Programme d'aménagement d'ensemble

Il n'a pas été institué sur Aydius un programme d'aménagement d'ensemble en application de l'article L.332-9 du Code de l'Urbanisme.

Annexe 13 : Périmètre d'isolement acoustique au voisinage des infrastructures de transports terrestres

La commune d'Aydius n'est pas concernée par un périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transport terrestre, dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique ont été édictées en application de l'article L.571-10 du Code de l'Environnement.

Annexe 14 : Plan des zones à risque d'exposition au plomb

L'ensemble du département des Pyrénées-Atlantiques est classé zone à risque d'exposition au plomb.



Direction départementale de l'Équipement
Pyrénées-Atlantiques

Rechercher

OK

l'habitation et la construction

les infrastructures et les transports

les ports, le littoral, les rivières

pour les collectivités

l'Équipement dans les Pyrénées-Atlantiques

Accueil > l'habitation et la construction
> vous êtes un professionnel du logement ou de la construction > Informations techniques concernant la construction > La prévention du saturnisme

Informations techniques concernant la construction

Les prescriptions acoustiques dans la construction d'habitations
La protection contre les termites
La prévention du saturnisme
La prévention du risque sismique

La prévention du saturnisme

Arrêté préfectoral du 12 janvier 2001

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur ;

Vu l'article L.1334-1 à L.1334-9 du Code de la Santé Publique ;

Vu l'article R32.1 à R.32.7 du Code de la Santé Publique relatif aux mesures d'urgence contre le saturnisme prévues aux articles L.1334.1 à L.1334.4 de ce même code.

Vu l'article R.32.8 à R.32-12 du Code de la Santé Publique relatif aux mesures d'urgence contre le saturnisme prévues à l'article L.1334.5 de ce même code.

Vu l'arrêté du 12 juillet 1999 fixant le modèle de la note d'information à joindre à un état de risques d'accessibilité au plomb révélant la présence de revêtements contenant du plomb pris pour l'application de l'article R.32-12 du Code de la Santé Publique ;

Vu les avis des Conseils Municipaux ;

Vu l'avis du Conseil départemental d'Hygiène en date du 19 janvier 2001 ;

Considérant le risque de saturnisme encouru par les enfants de moins de six ans dus à l'ingestion de plomb même à faible dose ;

Considérant le risque potentiel de rencontrer du plomb dans les constructions d'avant 1948 ;

Considérant l'égale répartition de ces constructions sur le territoire départemental ;

Sur proposition de la Directrice départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

Arrête

Article 1er : L'ensemble du département des Pyrénées-Atlantiques est classé zone à risque d'exposition au plomb,

Article 2 : Un état des risques d'accessibilité au plomb est annexé à toute promesse, unilatérale de vente ou d'achat, à tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation, construit avant le 1er janvier 1948. Cet état doit avoir été établi depuis moins d'un an à la date de la promesse de vente ou d'achat ou du contrat susvisé.

Article 3 : Les fonctions d'expertise ou de diagnostic sont exclusives de toute autre activité d'entretien ou de réparation de cet immeuble.

Article 4 : Aucune clause d'exonération de la garantie des vices cachés ne peut être stipulée à raison des vices constitués par l'accessibilité au si l'état mentionné à l'article 2 n'est pas annexé aux actes susvisés.

Article 5 : Si cet état établit l'absence de revêtement contenant du plomb, il n'y a pas de risque d'accessibilité et en conséquence il n'y a pas lieu de faire établir un nouvel état à chaque vente. Toutefois, l'état initial établissant l'absence de revêtement contenant du plomb devra être joint à chaque promesse unilatérale de vente ou d'achat.

Article 6 : Lorsque celui-ci révèle la présence de revêtement contenant du plomb en concentration supérieure au seuil défini en application de l'article R.32-2 du Code de la Santé Publique, une note d'information, conforme au modèle pris par arrêté ministériel, est annexée à cet état.

Article 7 : Lorsque l'état annexé à l'acte authentique qui réalise ou constate la vente révèle d'une part la présence de plomb et d'autre part un risque d'accessibilité à ce , le vendeur ou son mandataire en informe le Préfet.

Article 8 : Lorsque l'état des risques révèle la présence de revêtement contenant du plomb en concentration supérieure au seuil défini en application de l'article R.32-2 du Code de la Santé Publique, il doit être communiqué sans délai par le propriétaire aux occupants.

Article 9 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de chaque commune avant le 15 avril 2001 pendant une durée d'un mois.

Article 10 : Le présent arrêté sera publié dans deux journaux locaux et adressé au Conseil Supérieur du Notariat à la Chambre Départemental des Notaires et aux barreaux constitués près les tribunaux de Grande Instance avant le 15 avril 2001.

Article 11 : Le présent arrêté sera applicable aux actes visés à l'article 2 signés à compter du 1er septembre 2001.

Article 12 : monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, messieurs les Sous-Préfets, madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, mesdames et messieurs les Maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes administratifs et des informations de la Préfecture.

Fait à Pau, le 12 février 2001

André VIAU

Annexe 15 : Périmètre d'intervention sur les espaces agricoles et naturels périurbains

La commune d'Aydius n'est pas concernée par un périmètre d'intervention délimité en application de l'article L. 143-1 du Code de l'Urbanisme pour la protection et la mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains.

Annexe 16 : Servitudes d'utilité publique et bois soumis au régime forestier

1) Servitudes d'Utilité Publique

COMMUNE D'AYDIUS SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'OCCUPATION DES SOLS

CODE	NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE	ACTE QUI LES A INSTITUTEES SUR LE TERRITOIRE CONCERNE	REFERENCE DU TEXTE LEGISLATIF	SERVICE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE
AC 1	MONUMENTS HISTORIQUES Servitudes de protection des monuments historiques : -Eglise St Martin et le cimetière attenant -Maison Ichante en totalité , le poulailier et la fontaine -Grotte préhistorique dénommée « abri Gandon-Lassus »	Inscrits à l'inventaire des Monuments Historiques par Arrêté du 30/12/1994 Inscrits à l'inventaire des M.H. par arrêté du 22/04/1996. Inscrite à l'inventaire des M.H. par arrêté du 7/03/1997.	Loi du 31 décembre 1913 modifiée et complétée.	-Ministère de la Culture -Service Départemental de l'Architecture Château Henri IV – Pau.
AS 1	CONSERVATION DES EAUX Servitude résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux destinées à la consommation et des eaux minérales. -Source du Salars	Arrêté préfectoral du 7 février 1988.	Code de la Santé Publique : Article 20, loi 92-3 du 3 janvier 1992.	-Ministère de la Santé Publique -Direction départementale des Affaires Sanitaires et Sociales- « Santé Environnement » - Cité Administrative, Bd Tourasse – Pau
EL 10	SERVITUDES RELATIVES AUX PARCS NATIONAUX : -Parc National des Pyrénées Occidentales – Zone périphérique	Décret du 23 mars 1967	Loi du 22 juillet 1960 relative à la création des parcs nationaux	Direction Régionale de l'Environnement, 29, rue de l'Ecole Normale 33073 Bordeaux Cédex
PM 1	SERVITUDES RESULTANT DES PLANS DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS (PPRN) -PPRN multirisques : avalanches, chutes de blocs, glissement de terrains...	Approuvé par A.P. du 5 août 2002.	Loi n° 82.600 du 13 juillet 1982, Loi n° 87.565 du 22 juillet 1987.	Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt, Service RTM de Tarbes Rue Jean Loup Chrétien 65013 Tarbes Cédex

Porter à connaissance de l'Etat

DDE 64/SAUJE

10

VOIR EGALEMENT LES PLANS DANS LE PORTER A CONNAISSANCE DE L'ETAT
(Voir plan joint)

2) Bois et forêts soumis au régime forestier

L'aménagement forestier actuel est défini par l'arrêté préfectoral du 3 juin 2005 et concerne 938,6 hectares. L'aménagement est prévu pour la période 1999-2018.



Département : PYRENEES-ATLANTIQUES
Forêt communale d'AYDIUS
Contenance : 938,60 ha

PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE

Le Préfet de la région Aquitaine,
Préfet de la Gironde,
Officier de la Légion d'Honneur

Révision d'aménagement forestier
pour la période : 1999 - 2018

- ARRETE D'AMENAGEMENT FORESTIER -

VU les articles L.143-1, R 143-2, R 143-3 du Code Forestier,

VU la délégation de signature donnée à Monsieur Jean-François BOUDY, Directeur Régional de l'Agriculture et de la Forêt, par arrêté du Préfet de Région en date du 02 juin 2003,

VU l'arrêté ministériel du 7 août 1981 réglant l'aménagement de la forêt communale d'AYDIUS (1980 – 1995),

VU les délibérations du Conseil Municipal de la commune d'AYDIUS en date du 24 novembre 2003 et du 10 décembre 2004, déposées respectivement à la sous-préfecture d'OLORON-STE-MARIE les 28 novembre 2003 et 21 décembre 2004, donnant un avis favorable au projet d'aménagement,

VU le document d'aménagement forestier établi par l'Office National des Forêts, transmis le 13 janvier 2005,

VU l'avis favorable du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 22 mai 2005,

SUR la proposition du Directeur Territorial de l'Office National des Forêts,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{er} - La forêt communale d'AYDIUS (département des Pyrénées-Atlantiques), d'une contenance de 938,60 ha sur 45 parcelles, est affectée principalement à la production de bois d'œuvre de hêtre et de sapin pectiné tout en assurant la protection générale des milieux et des paysages et la protection physique vis-à-vis des avalanches.

ARTICLE 2 - Elle est divisée en 3 séries comme suit :

- | | | |
|----------------------------|--|-----------|
| - 1 ^{ère} série : | série de production de hêtre et de sapin pectiné et de protection générale des milieux et des paysages | 508,07 ha |
| - 2 ^{ème} série : | série d'intérêt écologique général : protection des milieux et des paysages et conservation des biotopes à Ours brun | 324,28 ha |
| - 3 ^{ème} série : | série de protection physique vis-à-vis des avalanches et de production ligneuse | 106,25 ha |

ARTICLE 3 - La première série sera traitée en futaie irrégulière par bouquets de hêtre (74 %), de sapin pectiné (25 %) et de feuillus divers (1 %).

Pendant une durée de 20 ans (1999 – 2018) :

- la surface à régénérer sera de 69,30 ha, sous forme de bouquets de 0,25 à 1 ha, dont 51,30 ha de hêtre et 18,00 ha de sapin pectiné,
- le surplus de la série sera parcouru par des coupes d'amélioration,
- les travaux d'investissement comprendront principalement :
 - les dégagements, nettoisements et dépressages des semis sur les 69,03 ha de bouquets régénérés, en deux passages.

ARTICLE 4 - La deuxième série, composée de hêtre (66 %), de sapin pectiné (33 %) et de feuillus divers (1 %), dont l'objectif est la protection générale du milieu, sera laissée au repos pendant la durée de l'aménagement.

ARTICLE 5 - La troisième série sera traitée en futaie irrégulière par parquets de hêtre (42 %), de résineux divers (31 %), de chênes (23 %) et de feuillus divers (4 %).

Pendant une durée de **20 ans** (1999 – 2018) :

- la surface à régénérer sera de **22,00 ha**, sous forme de parquets de 1 ha,
- le surplus de la série sera parcouru par des coupes d'amélioration,
- les travaux d'investissement comprendront principalement :
 - la régénération artificielle par plantation de 10,00 ha de pin noir d'Autriche, de 5,00 ha de mélèze d'Europe, de 3,00 ha d'érable sycomore, de 2,00 ha de hêtre et de 2,00 ha de pin à crochets.

ARTICLE 6 - Les travaux d'équipement de la forêt techniquement envisageables sont prévus à titre d'information dans l'aménagement. Il s'agit notamment de l'ouverture de 3 500 ml de route empierrée et de 9 800 ml de pistes dans les parcelles 32 à 45.

La commune d'Aydius fait partie de l'Institution Patrimoniale du Haut - Béarn, les travaux prévus feront donc l'objet d'un examen de la part de cette Institution avant toute réalisation.

ARTICLE 7 - Le Directeur Territorial Sud – Ouest de l'Office National des Forêts est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Pour Ampliation
Pour le Préfet de la Région Aquitaine
Pour le Directeur Régional
de l'Agriculture et de la Forêt
Le Chef du SRFOB

Jean-Marie ALOUSQUE

Fait à Bordeaux, le 3 juin 2005

Pour le Préfet de la Région Aquitaine,
Pour le Directeur Régional de l'Agriculture
et de la Forêt,
l'Adjoint

P. DUBOIS

CORRESPONDANCE ENTRE PARCELLES CADASTRALES ET FORESTIÈRES

Parcelles	Cantons	CADASTRE		cont. cadast en ha	cont. fores en ha	anc. cont en ha	nouvelle cont en ha	cont arrondie
		section	parcelles					
1	Cassiau	A	155 - 156	15,1600	15,46	15,16	15,16	15,2
2	Chemits	A	13	22,0600	21,08	22,10	22,06	22,1
3	Chemits	A	9-10-11-12	52,6550	52,24	52,60	52,65	52,7
4	Chemits	A	19	16,3800	17,26	16,40	16,38	16,4
5	Catiasses	B	286p1-293-294-295p	23,1000	22,55	23,10	23,10	23,1
6	Catiasses	B	286p2	25,1500	25,69	25,15	25,15	25,2
7	Courrège I	B	292p1	37,9000	33,07	37,70	37,90	37,9
8	Courrège I	B	292p2	16,8500	17,94	16,70	16,85	16,9
9	Usclat	B	327p-328p2-329p	45,2300	45,23	45,10	45,23	45,2
10	Mousquate	B	327p-328p2-329p	40,2900	40,29	40,42	40,29	40,3
11	Mousquate	B	327p	19,2800	19,28	19,00	19,28	19,3
12	Les Arques	B	297-298-299-300	13,9820	12,72	13,40	13,98	14,0
13	Les Arques	B	325p1-301p-326p1	49,6100	49,61	53,00	49,61	49,6
14	Les Arques	B	326p2	7,9800	7,98	8,00	7,98	8,0
15	Les Arques	B	327p	12,7900	12,79	14,40	12,79	12,8
16	Espacte	B	325p2-301p	44,4300	44,43	47,76	44,43	44,4
17	Sartiat	B	321p-322p-323p-324-302p	14,1800	14,18	14,60	14,18	14,2
18	Sartiat	B	307p1-308p1-320p1-303p	21,0600	21,06	15,00	21,06	21,1
19	Sartiat	B	320p2	27,0400	27,04	32,00	27,04	27,0
20	Sartiat	B	320p3	9,4900	9,49	8,60	9,49	9,5
21	Sartiat	B	308p2	14,5100	14,51	15,00	14,51	14,5
22	Sartiat	B	307p2-303p	11,6100	11,61	12,00	11,61	11,6
23	Sartiat	B	305-306-303p	7,2100	7,21	6,00	7,21	7,2
24	Barca	B	304p	12,3600	9,05	12,36	12,36	12,4
25	Ets Curets	C	18p	7,7600	7,76	5,60	7,76	7,8
26	Mariebère	C	149p1-4-5p-6p-8p	13,5800	11,04	13,58	13,58	13,6
27	Mariebère	C	149p2	22,0000	20,06	22,00	22,00	22,0
28	Bouren	D	257-263p1	16,0000	21,80	16,00	16,00	16,0
29	Mail de B.	D	263p2-267	20,2275	18,91	20,41	20,23	20,2
30	Mail de B.	D	269-270-271-272-273-268p	33,3900	33,39	33,00	33,39	33,4
31	Les Arrouyes	D	268p2-266p1	23,3200	23,32	21,50	23,32	23,3
32	Les Arrouyes	D	266p2	24,200	24,20	23,00	24,20	24,2
33	Les Arrouyes	D	249-266p3	12,2700	12,27	10,75	12,27	12,3
34	Escut	D	265-264-254p-263p3	13,6500	13,65	15,00	13,65	13,7
35	Escut	D	254p-263p4	9,9200	9,92	10,00	9,92	9,9
36	Escut	D	254p	26,4700	26,47	27,00	26,47	26,5
37	Escut	D	254p-266p4	18,5900	18,59	15,00	18,59	18,6
38	Les Ichantes	D	250-251-252-253	15,9125	15,83	15,00	15,91	15,9
39	Les Ichantes	D	246p1	11,7000	13,55	11,50	11,70	11,7
40	Les Ichantes	D	246p2	15,0250	15,47	14,50	15,03	15,0
41	Les Ichantes	D	245p1	14,2000	15,64	14,00	14,20	14,2
42	Les Ichantes	D	244-245p2	18,4650	19,49	18,00	18,47	18,5
43	Les Ichantes	D	140p-141	16,6300	16,63	15,00	16,63	16,6
44	Les Ichantes	D	138-139p	16,5700	16,57	15,50	16,57	16,6
45	Les Ichantes	D	91p-115p-116p-145p	28,4100	28,41	21,00	28,41	28,4
TOTALS				938,5970	934,74	922,89	938,60	938,6

Annexe 17 : Liste des lotissements dont les règles d'urbanisme ont été maintenues

Aucun lotissement n'a fait l'objet du maintien des règles d'urbanisme contenues dans les documents approuvés de ces lotissements en application du deuxième alinéa de l'article L.442-9 du Code de l'urbanisme.

Annexe 18 : Schémas des réseaux d'eau, d'assainissement et les systèmes d'élimination des déchets.

1) Réseau d'eau potable

La commune n'adhère à aucun syndicat d'adduction d'eau potable. Le réseau est en régie directe. L'ensemble du village, du quartier des Salars et une grande partie de Casaubon sont desservis. Par contre les autres quartiers et constructions doivent utiliser un approvisionnement en eau potable autonome. La présence de nombreuses sources permet des captages à cet effet. C'est particulièrement le cas aux Ichantes. Mais les constructions nécessitant l'eau potable doivent obtenir une autorisation préfectorale.

La ressource en eau est suffisante pour desservir le village et ses extensions futures. Le réseau est dimensionné au niveau du village.

Les caractéristiques du réseau ne permettent pas de garantir une défense incendie optimale. Une seule canalisation à l'Ouest du village est dimensionnée au débit nécessaire pour un poteau incendie normalisé. On y trouve en effet le seul point de défense normalisé. Il permet de couvrir au minimum tout l'Ouest du village. Mais au-delà du village (vers le Sud et l'Est), les habitations ne sont pas couvertes par la défense incendie.

Voir le plan du réseau d'eau potable ci-après.

2) Réseau d'assainissement

La commune dispose d'un réseau d'assainissement collectif qui reçoit les rejets de l'ensemble du bourg et de quelques maisons en périphérie (voir le plan joint aux annexes). Le réseau communal recueille les eaux usées et pluviales avant leur traitement dans la station d'épuration située en bordure du gave du Gabarret. Ce réseau est géré en régie.

La station d'épuration (STEP) est située au Sud-ouest du village, rive gauche du Gabarret. Les eaux, après épuration se rejettent dans le Gave du Gabarret. La capacité de la STEP est de 250 Equivalents/habitants. Il est nécessaire de veiller à un traitement efficace des eaux usées afin de limiter son impact sur l'environnement. Lors de forte pluie, l'eau en surplus fait l'objet alors d'un dégrillage avant d'être reversée dans le Gabarret. Au regard des besoins futurs, la capacité de la station est suffisante.

Le territoire communal a fait l'objet d'un Schéma Directeur d'Assainissement. Les zones d'assainissement collectif recouvrent le village. Sur le reste du territoire, la filière d'assainissement autonome reste la règle. Dans le cadre du Schéma Directeur d'Assainissement (étude 1998, enquête publique en 2003), une étude d'aptitude des sols à l'assainissement autonome a été réalisée sur plusieurs quartiers dont les Salars. Sur ce secteur, les sols sont favorables à l'épandage souterrain.

Voir le schéma du réseau d'assainissement collectif et la carte d'aptitude des sols ci-après.

A3 Réseau eau potable

A3 réseau eau potable (zoom village)

A3 réseau d'assainissement

A3 Carte aptitude des sols (1)

A3 Carte aptitude des sols (2)

FICHES TECHNIQUES RELATIVES A L'ASSAINISSEMENT AUTONOME

(N.B : La note technique suivante n'a pas pour objectif de se substituer au Schéma Directeur d'Assainissement)

PRESENTATION

FICHE 1 PRETRAITEMENT

FICHE 2 TRAITEMENT ET EVACUATION : observations générales

**FICHE 3 TRAITEMENT ET EVACUATION : Implantations des tranchées
filtrantes**

**FICHE 4 : TRAITEMENT ET EVACUATION : mise en place des tranchées
filtrantes en terrains plats**

**FICHE 5 : TRAITEMENT ET EVACUATION : mise en place des tranchées
filtrantes en terrains en pente**

FICHE 6 TRAITEMENT ET EVACUATION : filtre à sable vertical drainé

PRESENTATION :

L'assainissement individuel a pour rôle d'assurer l'élimination des eaux usées (eaux vannes, plus eaux ménagères) dans des conditions sanitaires satisfaisantes. En conséquence, la construction à usage d'habitation devra prévoir la place nécessaire à la mise en place d'un système d'assainissement autonome conforme à la surface habitable.

Cette élimination s'effectue en trois phases :

1- PRETRAITEMENT :

Son rôle consiste à transformer la pollution solide en pollution liquide de manière à pouvoir la traiter.

2- TRAITEMENT :

L'épuration de ces effluents s'effectue en leur faisant traverser une couche non saturée de matériaux fins avec un cheminement vertical de un mètre minimum.

3- EVACUATION :

L'évacuation des eaux usées doit se faire de manière à ce qu'il n'y ait aucun risque de contact avec l'homme. En règle générale les dispositifs d'épuration assurent également l'évacuation des eaux usées.

FICHE 1 : PRETRAITEMENT :

A - Cas général :

L'ensemble des eaux usées doivent être prétraitées par une fosse septique toutes eaux dont le volume minimum est de 1 000 litres par chambre avec un minimum de 3 000 litres. Le nombre de pièces principales est égal au nombre de chambres plus deux.

Elle fonctionne sur deux principes : une séparation physique et une fermentation biologique.

- la séparation physique est basée sur la différence de densité (décantation pour les matières plus lourdes que l'eau et une récupération des flottants pour les matières plus légères que l'eau). Cette séparation se fait d'autant mieux que les volumes sont importants. En effet, dès lors qu'un apport d'eau (chasse de WC) ne perturbe pas la « tranquillité » du volume, la décantation est améliorée. De même en ce qui concerne les flottants, l'effluent composé de graisses en émulsion dans l'eau chaude en général, nécessite un refroidissement efficace de manière à ce que les graisses se solidifient et viennent ensuite flotter en surface. Ce refroidissement est d'autant plus efficace que la capacité réceptrice est importante.

- la fermentation biologique est un phénomène naturel qui se situe dans les parties solides (matières décantées et flottants) en présence de micro-organisme. Celle-ci permet une décomposition des matières solides en liquide, gaz, une partie solide restant résiduelle.

Il faut donc prévoir

- la mise en place d'une ventilation haute afin d'évacuer les gaz de fermentation (mauvaises odeurs - risques d'explosion) provenant de la fosse septique toutes eaux.
- la nécessité d'un entretien suivi (vidanges régulières) car la partie résiduelle augmente et risque à la longue de colmater le réseau d'épandage. La périodicité de vidange est fonction du volume de la fosse et de son utilisation (nombre d'usagers). A titre d'exemple, une fosse toutes eaux de 3 000 litres utilisée par quatre personnes doit être vidangée tous les 5 ans en moyenne.
- qu'elle soit placée le plus près possible de l'habitation, avec une conduite d'amenée de pente comprise entre 2% et 4%.

B - Particularité :

Si la canalisation de sortie des eaux de cuisine est éloignée de plus de 10 mètres de la fosse septique toutes eaux, il faut intercaler à ladite sortie un bac à graisse de 200 litres.

FICHE 2 : TRAITEMENT ET EVACUATION : observations générales

A Observations générales :

Le traitement et l'évacuation des eaux usées peuvent être obtenus par le même dispositif : l'épandage souterrain.

En effet le traitement se fait en utilisant le pouvoir épurateur des couches superficielles du sol (premiers décimètres du sol).

Ceci pose comme conditions impératives que :

- 1** le sol soit relativement perméable et filtrant ;
- 2** la pente des terrains soit relativement faible (inférieure à 15%) pour éviter les résurgences ;
- 3** les terrains soient sains et biens drainés pour éviter de se trouver dans des milieux saturés.

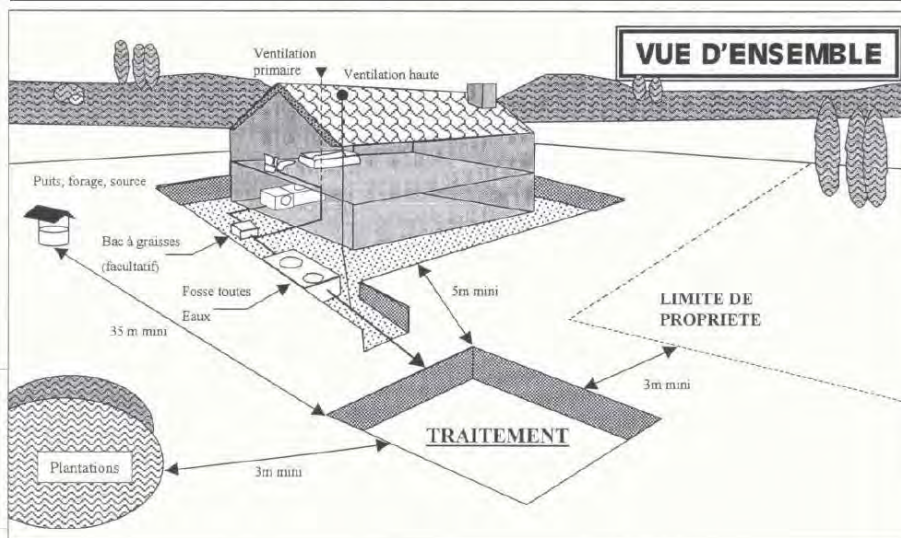
B Réalisation de l'épandage souterrain :

L'épandage souterrain se réalise par l'intermédiaire de tranchées filtrantes dont la dimension et la configuration sont fonction de la nature du sol ainsi que de son hydromorphie (saturation en eau du sol en période pluvieuse). Son implantation sur la parcelle est fonction de la topographie et de la géométrie du terrain.

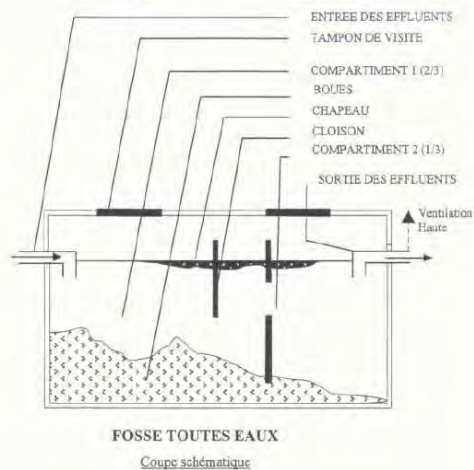
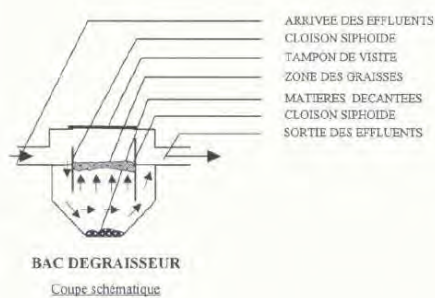
Les dimensions :

- . terrains perméables : 10 mètres linéaires par pièce principale
- . terrains moyennement perméables : 15 mètres linéaires par pièce principale
- . terrains peu perméables : 20 mètres linéaires par pièce principale

FICHE 3 TRAITEMENT ET EVACUATION : implantations des tranchées filtrantes



PRETRAITEMENTS



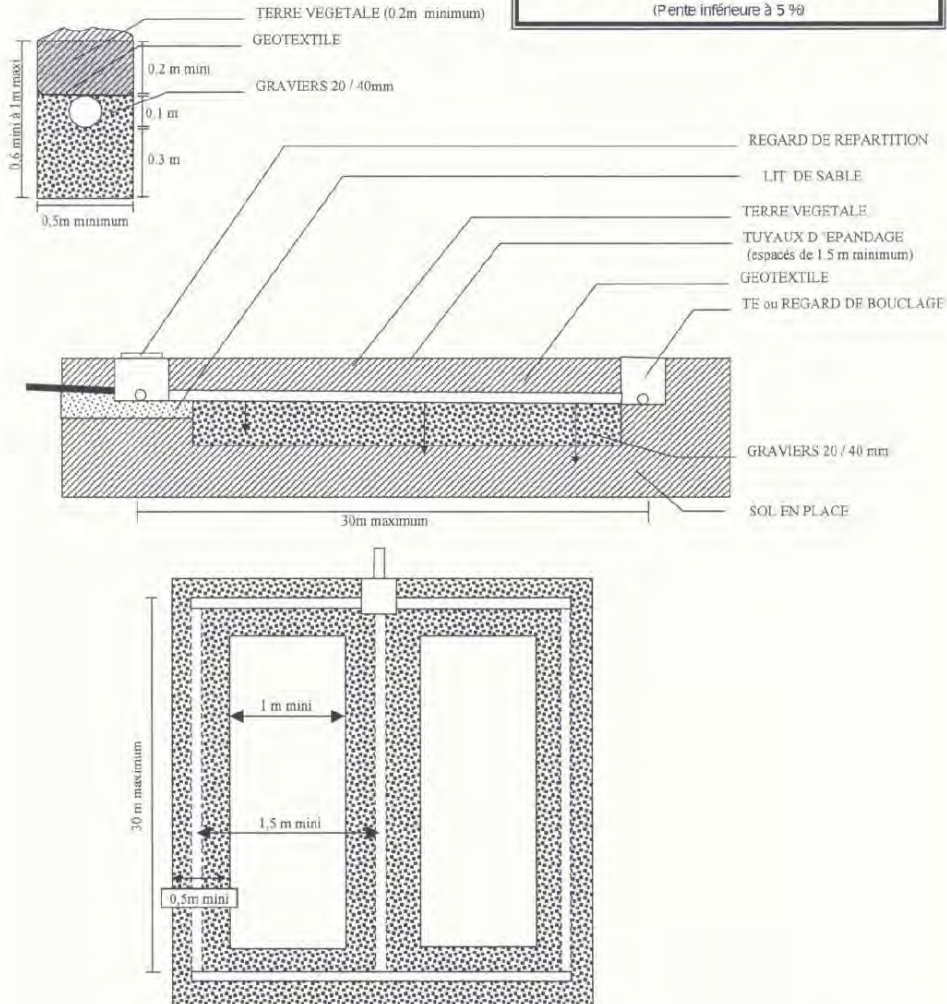
DIMENSIONNEMENT (D'après le DTU 64 - 1 d'Août 1998)

<u>BAC DEGRAISSEUR</u>	<u>FOSSE TOUTES EAUX</u>
EAUX DE CUISINE SEULS : 200 l minimum	Pour 5 pièces principales : 3 000 l mini
EAUX MENAGERES : 500 l minimum	+ 1 000 l PAR PIECE PRINCIPALE SUPPLEMENTAIRE

**FICHE 4 : TRAITEMENT ET EVACUATION :
mise en place des tranchées filtrantes en terrains plats**

**SYSTEME DE TRAITEMENT
TRANCHEES FILTRANTES**

(Pente inférieure à 5 ‰)



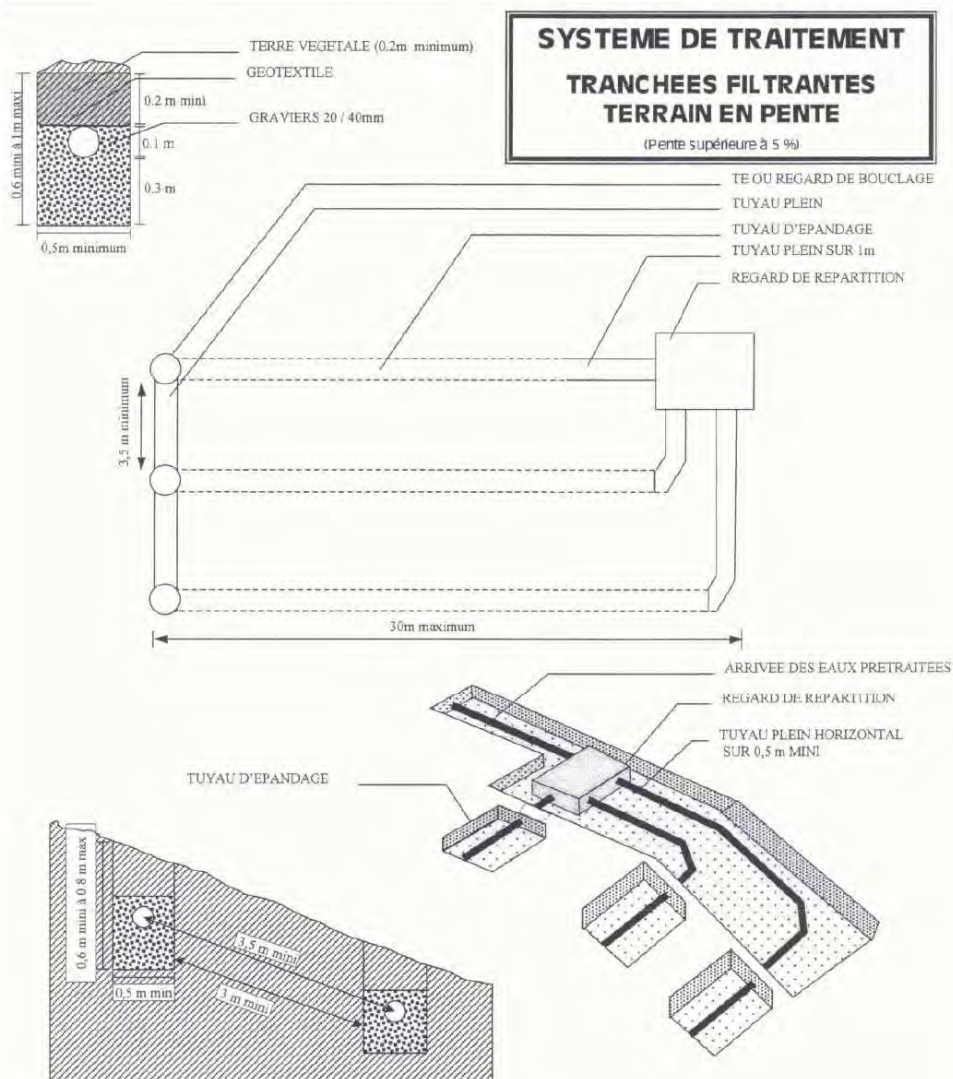
DIMENSIONNEMENT

(D'après le DTU 64 - 1 d'Août 1998)

AS 19

- Sol à dominante argileuse : ($K < 1.5 \text{ mm.h}^{-1}$) : épandage souterrain non réalisable.
- Sol limoneux : ($15 < K < 30 \text{ mm.h}^{-1}$) : 60 à 90 m de tranchées filtrantes au mini
avec 20 à 30 m de TF/pièce principale au delà de 5.
- Sol à dominante sableuse : ($30 < K < 500 \text{ mm.h}^{-1}$) : 45 m mini de tranchées filtrantes
avec 15 m de TF/pièce principale au delà de 5.
- Sol fissuré ou perméable en grand : ($K > 500 \text{ mm.h}^{-1}$) : épandage souterrain non réalisable.

**FICHE 5 : TRAITEMENT ET EVACUATION :
mise en place des tranchées filtrantes en terrains en pente**



DIMENSIONNEMENT

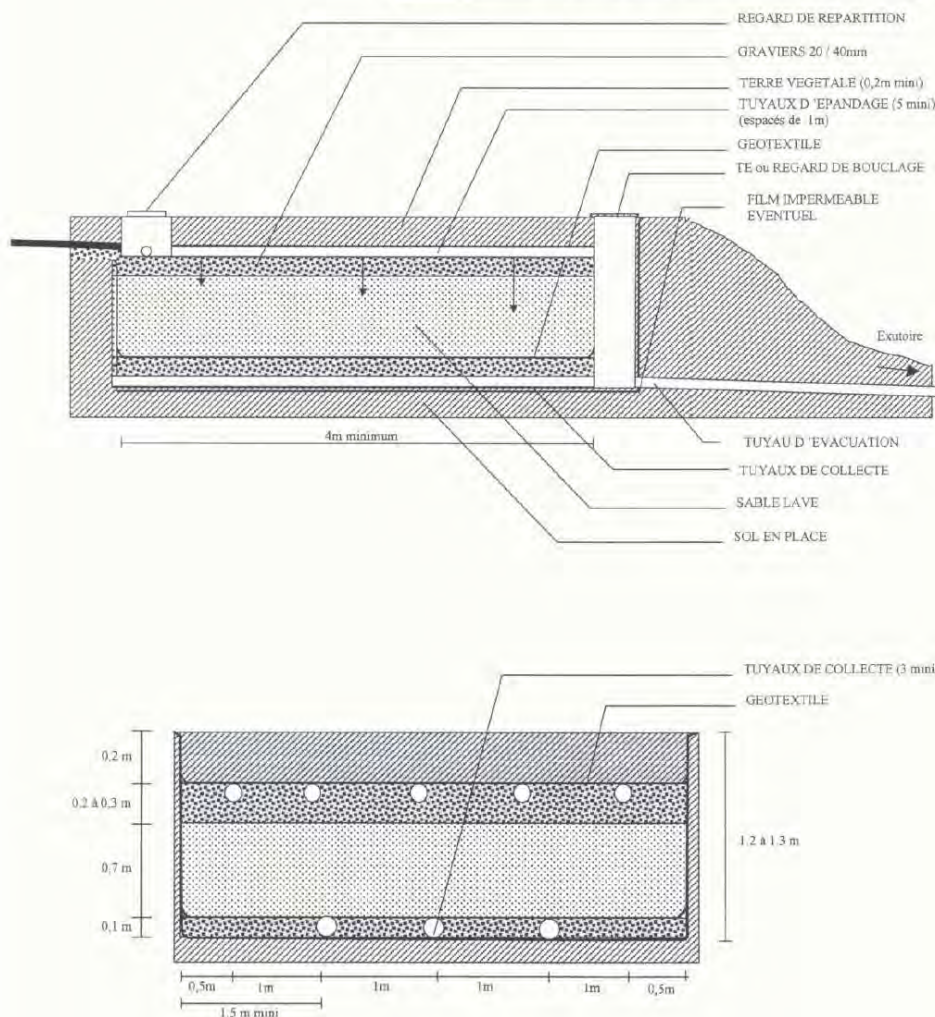
(D'après le DTU 64 - 1 d'Août 1998)

A.S.20

- Sol à dominante argileuse : ($K < 15 \text{ mm.h}^{-1}$) : épandage souterrain non réalisable.
- Sol limoneux : ($15 < K < 30 \text{ mm.h}^{-1}$) : 60 à 90 m de tranchées filtrantes au mini
avec 20 à 30 m de TF/pièce principale au delà de 5.
- Sol à dominante sableuse : ($30 < K < 500 \text{ mm.h}^{-1}$) : 45 m mini de tranchées filtrantes
avec 15 m de TF/pièce principale au delà de 5.
- Sol fissuré ou perméable en grand : ($K > 500 \text{ mm.h}^{-1}$) : épandage souterrain non réalisable.

**FICHE 6 : TRAITEMENT ET EVACUATION :
mise en place d'un filtre à sable vertical drainé**

**SYSTEME DE TRAITEMENT
FILTRE A SABLE VERTICAL DRAINE**



DIMENSIONNEMENT

(D'après le DTU 64 - 1 d'Août 1998)

Surface minimale de 25 m²
5 m² supplémentaires par pièce principale au delà de 5

AS-23

3) Système d'élimination des déchets

Aydius a délégué la compétence « Déchets » à la Communauté de Communes de la Vallée d'Aspe dont elle fait partie. Celle-ci exerce les compétences « Collecte des ordures ménagères » et « Traitements des ordures ménagères ».

Dans le cadre de sa compétence Environnement, la Communauté de Communes de la Vallée d'Aspe (CCVA) assure plusieurs missions:

- la collecte des ordures ménagères (assurée par la CCVA) et du verre à partir de points de regroupement et le traitement [dans le cadre de son adhésion au Syndicat Mixte de Traitement des Déchets du Bassin Est, (SMTD)],
- la mise en oeuvre et la gestion des déchets issus du tri sélectif. Dans des colonnes jaunes, sont déposés les bouteilles et flacons en plastique, les briques alimentaires et les emballages en métal. Dans des colonnes bleues, sont déposés les journaux, magazines, papiers et cartons. C'est un prestataire extérieur qui gère le ramassage et c'est le SMTD du bassin Est qui regroupe et gère la collecte grâce au centre de tri de Sévignacq,
- elle possède une déchetterie située à Bedous et qui est gérée par un prestataire extérieur (COVED).

Le point de collecte des déchets de la commune est situé à l'entrée du village en venant de Bedous, face au fronton, cela limite les transports liés à ce service.

La CCVA a adhéré au Syndicat Mixte de Traitement des Déchets (SMTD) ménagers et assimilés du bassin Est afin d'en assurer le traitement et la valorisation. Le SMTD a pour aire géographique de compétence le Bassin Est tel qu'il est défini par le plan départemental d'élimination des déchets ménagers des Pyrénées Atlantiques, soit une grande partie du Béarn.

Le SMTD gère le traitement des déchets suivants :

- les ordures ménagères,
- les déchets volumineux et encombrants des ménages,
- les déchets "verts",
- les déblais et gravats produits par les ménages,
- les déchets d'origine commerciale, artisanale ou industrielle s'ils sont assimilables à des ordures ménagères.

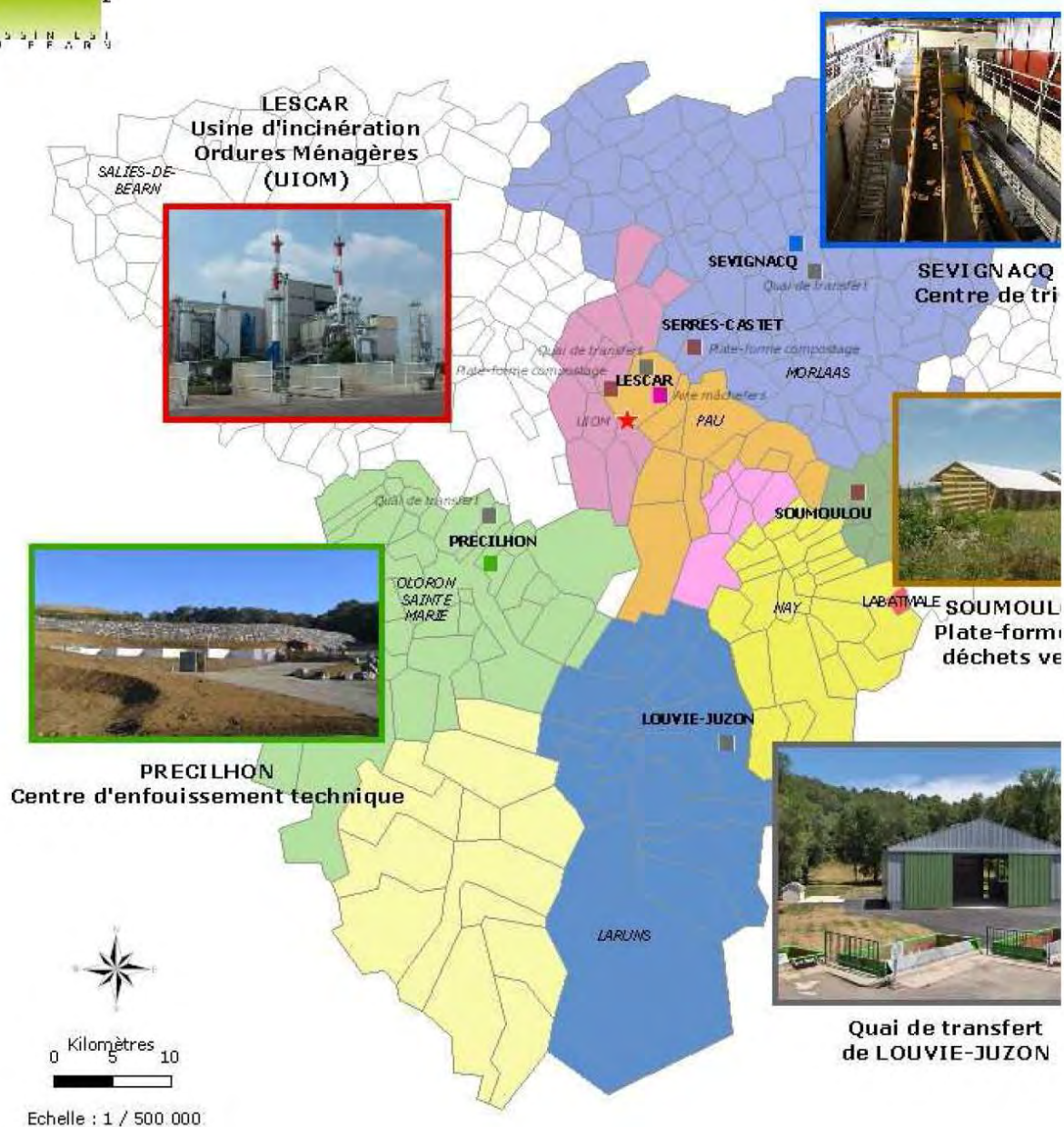
Une fois collectés dans les communes, les déchets sont traités par le SMTD de la manière suivante :

- Par tri des emballages ménagers et des papiers et cartons au centre de tri de Sévignacq (à l'exclusion du verre, stocké et directement expédié pour retraitement).
- Par compostage des déchets verts aux aires de compostage de Lescar et Serres-Castet mais aussi par broyage sur différentes aires et transport à la ferme d'autres déchets verts préalablement à leur compostage par les agriculteurs,
- Par incinération des ordures ménagères résiduelles à l'usine d'incinération des ordures ménagères (UIOM) de Lescar,

Par stockage des déchets ultimes en centre de stockage des déchets ultimes (CSDU) à Précilhon.



LE SYNDICAT MIXTE POUR LE TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS DU BASSIN EST (SMTD)



Annexe 19 : Plan d'exposition au bruit des aérodromes

La commune d'Aydius n'est pas concernée par un plan d'exposition au bruit d'un aérodrome, établi en application des articles L. 147-1 à L. 147-6 du Code de l'Urbanisme.

Annexe 20 : Prescription d'isolement acoustique

Sans objet.

Annexe 21 : Zone de publicité

La commune d'Aydius n'a pas institué de zone de publicité restreinte ou élargie en application des articles L. 581-10 à L. 581-14 du Code de l'Environnement.

Annexe 22 : Projet de plan de prévention des risques naturels ou miniers

Aucun plan de prévention des risques naturels prévisibles concernant le territoire communal et établi en application de l'article L.562-1 du Code de l'environnement n'est actuellement en cours d'élaboration. Les dispositions prévues à l'article L.562-2 permettant, le cas échéant, de rendre immédiatement opposable à toute personne publique ou privée certaines dispositions d'un projet de plan de prévention des risques n'ont pas lieu d'être appliquées.

De même, aucun plan de prévention des risques miniers concernant le territoire communal et établi en application de l'article 94 du Code minier n'est en cours d'élaboration.

Annexe 23 : Zones agricoles protégées

Il n'a pas été institué sur Aydius de zone agricole protégée délimitée en application de l'article L. 112-2 du code rural.

Annexe 24 : Arrêté du préfet coordonnateur de massif

Aucun secteur permettant des constructions ou des aménagements n'a été délimité dans les parties naturelles des rives d'un plan d'eau naturel ou artificiel d'une superficie inférieure à mille hectares ou à compter des rives d'un plan d'eau partiellement situé en zone de montagne, comme le permet l'article L.145-5 du Code de l'urbanisme.

L'arrêté du préfet coordonnateur de massif prévu au septième alinéa de l'article L.145-5 du Code de l'urbanisme n'est donc pas requis dans le cadre du présent PLU.

Annexe 25 : Plan de prévention des risques naturels

Le Plan de Prévention des Risques Naturels approuvé le 5 août 2002 par arrêté préfectoral.